

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Mardi, 25 octobre 2011

Le point sur la situation économique et financière du Québec

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Plusieurs événements ont affecté l'économie internationale en 2011. La croissance économique du Québec se poursuivra, mais à un rythme plus modéré que prévu.

- En 2011, la croissance du PIB réel devrait s'établir à 1,6 %, soit une baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à la prévision du budget.
- En 2012, la croissance du PIB réel devrait également s'établir à 1,6 %, comparativement à la prévision de 2,2 % du dernier budget.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

	2010	2011	2012
Produit intérieur brut réel (variation en %)	2,9	1,6	1,6
Exportations (variation en %)	0,9	0,2	2,9
Mises en chantier (en milliers d'unités)	51,4	45,1	41,0
Création d'emplois (en milliers)	66,7	54,1	35,4
Taux de chômage (taux en %)	8,0	7,6	7,6
Marchés financiers canadiens (%)			
Taux cible du financement à un jour	0,6	1,0	1,1
Bons du Trésor – 3 mois	0,6	0,9	1,1
Obligations – 10 ans	3,2	2,9	3,0

RÉSULTATS POUR 2010-2011

Le déficit budgétaire du gouvernement en 2010-2011, estimé à 4,2 milliards de dollars dans le dernier budget, s'est établi à 3,2 milliards de dollars, une amélioration de 1 050 millions de dollars, principalement attribuable :

- à des revenus plus élevés que prévu, notamment au chapitre des redevances minières;
- à des résultats supérieurs à ceux anticipés des organismes publics dont les résultats sont consolidés à ceux du gouvernement;
- à l'élimination de la provision pour éventualités de 300 millions de dollars, puisque le gouvernement n'y a pas eu recours.

ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE EN 2013-2014

Les incertitudes économiques actuelles au niveau international incitent le gouvernement à maintenir la rigueur budgétaire et à garder le cap sur le retour à l'équilibre budgétaire ainsi que sur la réduction de la dette.

- En outre, la croissance des dépenses consolidées du gouvernement excluant le service de la dette sera ramenée d'une moyenne de 5,5 %, observée entre 2006 et 2010, à 3,0 % pour la période allant de 2010 à 2014.

L'ensemble des mesures prises par le gouvernement depuis plus de deux ans dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire, contribueront à l'atteinte de cet objectif en 2013-2014.

PRÉVISIONS POUR 2011-2012 ET 2012-2013

Comme prévu, les cibles de déficits décroissants sont maintenues à 3,8 milliards de dollars en 2011-2012 et à 1,5 milliard de dollars en 2012-2013. Ces déficits incluent des provisions pour éventualités de 400 millions de dollars et de 200 millions de dollars.

- Ces provisions sont incorporées au cadre financier par mesure de prudence devant l'incertitude économique.

Les révisions négatives au cadre financier découlant des révisions aux perspectives économiques sont entièrement compensées par :

- des apports additionnels provenant des droits miniers;
- la révision à la baisse du service de la dette;
- l'impact de l'entente de principe du 29 septembre dernier concernant l'harmonisation de la taxe de vente du Québec (TVQ) à la taxe sur les produits et services (TPS) entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral.

CADRE FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – AUTOMNE 2011

(en millions de dollars)

	RÉSULTATS RÉELS	PRÉVISIONS		PROJECTIONS		
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Revenus budgétaires	62 650	65 404	69 354	73 164	74 315⁽¹⁾	76 990⁽¹⁾
Dépenses budgétaires						
Dépenses de programmes	– 60 165	– 61 284	– 62 255	– 63 467	– 65 348	– 67 614
Variation en %	3,1	1,9	1,6	1,9	3,0	3,5
Service de la dette	– 6 984	– 7 723	– 8 521	– 9 194	– 9 236	– 9 422
Total des dépenses budgétaires	– 67 149	– 69 007	– 70 776	– 72 661	– 74 584	– 77 036
Total des entités consolidées	2 109	1 132	1 169	705	854	1 079
Provision pour éventualités	—	– 400	– 200	– 100	—	—
Écart à résorber	—	—	—	—	975	975
SURPLUS (DÉFICIT)	– 2 390	– 2 871	– 453	1 108	1 560	2 008
Versements au Fonds des générations	– 760	– 929	– 1 047	– 1 108	– 1 560	– 2 008
SOLDE BUDGÉTAIRE AU SENS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	– 3 150	– 3 800	– 1 500	0	0	0

(1) La Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces détermine les formules des paiements de péréquation, du TCS et du TCPS jusqu'en 2013-2014. La prévision de ces transferts à compter de 2014-2015 a été effectuée en maintenant les formules en vigueur.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(en millions de dollars)

	2010-2011	2011-2012			
	Résultats réels	Budget de mars 2011	Révisé	Variation	Réalisé ⁽¹⁾ %
Fonds consolidé du revenu					
- Besoins (surplus) financiers nets ^{(2),(3)}	2 568	5 587	5 587	—	
- Remboursements d'emprunts	4 340	6 728	6 728	—	
- Variation de l'encaisse	- 4 283	- 2 960	- 4 518	- 1 558	
- Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR)	2 000	—	500	500	
- Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽⁴⁾	472	—	—	—	
Sous-total	5 097	9 355	8 297	- 1 058	
- Financement réalisé par anticipation	4 518	—	—	—	
Fonds consolidé du revenu	9 615	9 355	8 297	- 1 058	
Fonds de financement	5 466	4 500	4 500	—	
Fonds consolidé du revenu et Fonds de financement	15 081	13 855	12 797	- 1 058	10 533 82,3
Financement-Québec	4 363	3 500	3 500	—	1 601 45,7
TOTAL	19 444	17 355	16 297	- 1 058	12 134 74,5

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Emprunts réalisés et négociés au 21 octobre 2011.

(2) Excluant les entités consolidées.

(3) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.

(4) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier à l'égard des contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite des mouvements des taux de change. Ces déboursés (encaissements) augmentent (diminuent) les besoins de financement à combler par de nouveaux emprunts, mais n'ont aucun impact sur le niveau de la dette du gouvernement.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le programme d'emprunts 2011-2012 du fonds consolidé du revenu, du Fonds de financement et de Financement-Québec est révisé à la baisse de 1,1 milliard de dollars pour se situer à 16,3 milliards de dollars. Il est actuellement complété à 74,5 %.

Les emprunts réalisés en date du 21 octobre 2011 s'élèvent à 12,1 milliards de dollars. Un total de 10,5 milliards de dollars a été emprunté sur le marché canadien, dont 9,3 milliards de dollars en émissions publiques.

Jusqu'à maintenant, 13 % des emprunts, soit 1,6 milliard de dollars, ont été réalisés sur les marchés internationaux, et ce, dans deux devises :

- un emprunt de 225 millions de dollars australiens (231 millions de dollars canadiens) en juillet 2011;
- un emprunt de 1,4 milliard de dollars américains (1,4 milliard de dollars canadiens) en août 2011.

Le programme de financement du gouvernement pour 2012-2013 devrait s'établir à 15 milliards de dollars.

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence	Cote	Perspective
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	AA-	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

RÉDUCTION DU POIDS DE LA DETTE

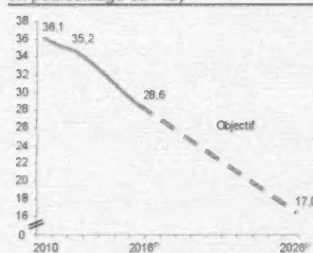
Pour atteindre ses objectifs de réduction de la dette en 2025-2026 (45 % du PIB pour la dette brute et 17 % du PIB pour la dette représentant les déficits cumulés), le gouvernement a annoncé, dans le cadre des deux derniers budgets :

- que le prix de l'électricité du bloc patrimonial serait augmenté graduellement à compter de 2014-2015 et que les revenus découlant de cette hausse seraient versés au Fonds des générations;
- que 25 % des redevances minières, pétrolières et gazières excédant 200 millions de dollars par année seraient versées au Fonds des générations à compter de 2014-2015.

Le gouvernement a également établi, pour les quinze prochaines années, des niveaux d'investissements pour les infrastructures publiques qui sont à la fois compatibles avec le développement de l'économie et les objectifs de réduction de la dette.

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS

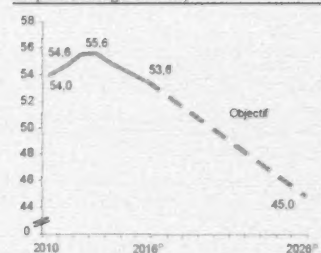
(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Prévisions pour 2012 à 2016 et projections pour les années subséquentes.

DETTE BRUTE⁽¹⁾

(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Prévisions pour 2012 à 2016 et projections pour les années subséquentes.

Note : La dette brute tient compte des sommes accumulées au Fonds des générations.
(1) La dette brute exclut les emprunts effectués par anticipation.

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances
12, rue Saint-Louis, bureau 2-08
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : sif@finances.gouv.qc.ca

Finances

Québec